

# Atlas de l'Afrique

Un continent émergent ?

Géraud Magrin  
Alain Dubresson  
Olivier Ninot

TROISIÈME ÉDITION

autrement



# Atlas de l'Afrique

**À la mémoire de Jean-Pierre Raison, spécialiste de la géographie de Madagascar et de l'Afrique.**

## Auteurs

**Géraud Magrin** est professeur de géographie à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR Prodig. Il travaille sur les relations entre ressources naturelles (bassins fluviaux, ressources minérales) et territoires en Afrique de l'Ouest et du centre.

**Alain Dubresson** est géographe, professeur émérite à l'université de Paris-Nanterre, UMR Lavue. Il conduit des recherches sur l'urbanisation en Afrique subsaharienne, le développement local et la gouvernance urbaine en Afrique australe.

**Olivier Ninot** est géographe, ingénieur de recherche au CNRS, UMR Prodig. Ses recherches portent sur les systèmes de transport et les circulations des personnes et des biens en Afrique de l'Ouest.

## Cartographe

**Aurélié Boissière** est géographe-cartographe indépendante. Elle travaille pour l'édition et la presse et collabore régulièrement à la collection « Atlas » des éditions Autrement.

## Maquette

Création et conception de la maquette : Agence Twapimoa  
Coordination éditoriale : Anne Lacambre  
Lecture-correction : Rachel Grunstein  
Fabrication : Chloé Brossard

ISBN : 978-2-0802-8795-3

© Autrement, un département de Flammarion, 2022  
87, quai Panhard et Levassor, 75647 Paris Cedex 13  
www.autrement.com  
Dépôt légal : juin 2022

Dépôt légal des éditions précédentes :  
© Éditions Autrement, 2016, 2018

Tous droits réservés. Aucun élément de cet ouvrage ne peut être reproduit, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse de l'éditeur et du propriétaire, les Éditions Autrement.

# Atlas de l'Afrique

Un continent émergent ?

Géraud Magrin

Alain Dubresson

Olivier Ninot

Cartographie d'Aurélie Boissière

TROISIÈME ÉDITION

Éditions Autrement  
Collection Atlas/Monde

# Atlas de l'Afrique

## Introduction

**6** Questionner les trajectoires africaines dans la mondialisation

## 11 Deux milliards et demi d'Africains en 2050

**12** Un continent inégalement peuplé

**14** Dynamiques démographiques : rattrapages et incertitudes

**16** L'éducation au cœur de l'équation démographie/développement

**18** L'incertitude des progrès sanitaires

**20** L'importance des migrations internes

**22** Le défi urbain : inventer la ville africaine pour tous

**24** Kinshasa : métropole de l'informel à la fureur créatrice

## 27 L'environnement sous pression

**28** Variabilité et incertitude climatiques

**30** L'eau : vers une gestion régionale partagée ?

**32** Lac Tchad : pression démographique et changement climatique

**34** Le Nil, un fleuve toujours plus convoité

**36** La déforestation en question

**38** La désertification : définition et réponses

**40** L'Afrique des aires protégées

## 43 Un tournant économique ?

**44** Permanence des économies primaires ou émergence ?

**46** L'équation agricole

**48** Une agriculture kenyane à deux vitesses

**50** Du nouveau dans les activités extractives ?

**52** L'impératif énergétique

- 
- 54** Les infrastructures : un continent en chantier
  - 56** Émergence industrielle ?
  - 58** Les TIC : une nouvelle économie ?
  - 60** L'Afrique du Sud, géant africain mondialisé et vulnérable

### **63 États, sociétés, territoires : tensions et recompositions**

- 64** Les États, entre logiques centrifuges et consolidation
- 66** L'Afrique des conflits
- 68** La République centrafricaine, un État failli
- 70** La longue marche de l'intégration régionale
- 72** Transitions démocratiques : pause ou enlisement ?
- 74** Des villes et des campagnes indissociables
- 76** Qui profite de la croissance économique ?

### **79 L'Afrique et le monde**

- 80** Anciens et nouveaux partenariats
- 82** La présence ambivalente de la Chine en Afrique
- 84** Terres vacantes et accaparements fonciers
- 86** L'Afrique dans les marchés criminels globaux
- 88** Le Sahara, charnière convoitée et mondialisée
- 90** Des diasporas africaines

### **Conclusion**

- 92** Quelles dynamiques africaines dans l'Anthropocène ?

### **Annexes**

- 94** Sélection bibliographique
- 95** Acronymes
- 95** Glossaire

## INTRODUCTION

# Questionner les trajectoires africaines dans la mondialisation

**L'**Afrique occupe une place incertaine dans l'analyse actuelle des recompositions liées à la mondialisation, marquées par l'émergence de l'Asie et le déclin relatif de l'Europe et des États-Unis. Demeure-t-elle le continent de la pauvreté, marge instable en proie aux désastres sanitaires, aux crises environnementales et aux conflits ? Ou bien est-elle la dernière frontière du capitalisme mondial, de transformation grâce à ses ressources naturelles, à sa poussée démographique et urbaine, au surgissement du numérique, gages d'un gisement de croissance sans pareil ?

### Un continent comme les autres ?

S'interroger sur l'Afrique implique d'intégrer sa diversité tout en échappant aux clichés afro-pessimiste et afro-optimiste, deux biais qui trahissent l'incapacité à considérer ce continent comme n'importe quelle autre partie du monde, comme le souligne l'historien et philosophe camerounais Achille Mbembe.

Le continent compte 30,3 millions de km<sup>2</sup> – autant que la Chine, l'Inde, l'Europe occidentale et les États-Unis réunis – et 1,4 milliard d'habitants en 2022, soit l'équivalent de la Chine ou de l'Inde. Sa masse compacte s'ourle d'un chapelet de petites îles, résultat de la fracturation du supercontinent du Gondwana il y a 160 millions d'années. Cependant, le morcellement africain est avant tout politique, au-delà de la diversité physique et humaine d'un continent surtout tropical où l'on parle plusieurs milliers de langues. À peu d'exceptions près (Liberia, Éthiopie), les pays africains ont en commun d'avoir été colonisés par des puissances européennes depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et d'être ancrés dans le monde en développement depuis leur indépendance, pour la plupart autour de 1960. L'Afrique compte aujourd'hui 54 États. Que la délimitation de leurs frontières ait été exogène n'enlève rien à leur influence déterminante : elles

ont fourni le cadre territorial d'histoires nationales singulières, plus ou moins iréniques ou tragiques.

De nombreuses analyses occidentales des situations africaines sont enclines à la simplification. *L'Afrique noire est mal partie*, de René Dumont (1962), exprime une voix isolée dans des années 1960 où, pour l'opinion dominante, l'Afrique rattrape rapidement son retard de développement sur l'Europe. Durant les décennies 1980-1990, l'Afrique est souvent réduite aux catastrophes (sécheresses, famines, guerres) d'un continent relégué à la marge du système mondial. La séquence qui s'ouvre en 2000 est moins simple : nombreux sont ceux qui considèrent, avec Jean-Michel Severino et Olivier Ray, que *Le temps de l'Afrique* (2010) est venu. Nouveaux partenariats avec les pays émergents, croissance démographique et urbanisation élargissant les marchés intérieurs, progrès de l'éducation et des infrastructures, décompression autoritaire et revendications démocratiques, nouvel élan des politiques de développement symbolisé par les Objectifs de développement pour le millénaire (ODD) de l'ONU : l'Afrique aussi semble s'inscrire dans l'émergence (dynamique d'affirmation dans la mondialisation permise par une économie robuste adossée à un marché intérieur important). De multiples crises (guerres civiles, terrorisme, épidémies) entretiennent pourtant le spectre afro-pessimiste : *Africanistan. L'Afrique en crise va-t-elle se retrouver dans nos banlieues ?* de Serge Michailof (2015), décrit ainsi la bombe virtuelle que représente pour l'Europe un Sahel à la croissance démographique exponentielle, englué dans la pauvreté et les violences non loin de la Méditerranée.

### Trajectoire et bifurcations

Cet atlas tente d'éclairer, cartes à l'appui, le moment africain actuel dans la mondialisation. Les dynamiques contemporaines sont favorables à une diversification

## LES ÉTATS AFRICAINS EN 2021



## Découpage régional de l'ONU

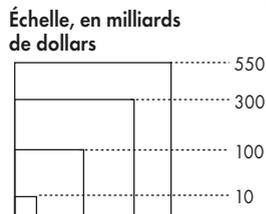
- Afrique du Nord
- Afrique de l'Ouest
- Afrique centrale
- Afrique de l'Est
- Afrique australe

1 000 km

des trajectoires au sein du continent africain, à différentes échelles (pays, régions, métropoles). Certains États s'inscrivent dans les logiques de l'émergence (Afrique du Sud, Maroc), quand d'autres s'enfoncent dans des spirales tragiques d'anomie politique et de pauvreté (République centrafricaine, Somalie). Les dynamiques de l'économie, de la population et de l'environnement se synchronisent de manière complexe.

L'économie suit une trajectoire du temps long. Le peuplement en est un paramètre clé, comme le souligne l'historien John Iliffe (2009). Devant la difficulté à imposer fiscalement des populations peu nombreuses et mobiles vivant sur de vastes espaces, les dirigeants africains ont souvent fondé leur pouvoir sur le contrôle du commerce à longue distance. Roland Pourtier considère ainsi que la traite esclavagiste, qui culmine aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, préfigure des économies de rente fondées sur l'exportation de matières premières brutes (agricoles, minières, forestières), mises en place à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, dans un cadre colonial puis indépendant. Elles donnent naissance à des États rentiers vulnérables et dépendants des cours mondiaux des matières premières. Ces systèmes n'ont pas jusqu'ici permis le développement, que l'on peut définir comme un processus de diversification et de montée en gamme de l'économie qui produit dans la durée une amélioration des conditions de vie du plus grand nombre.

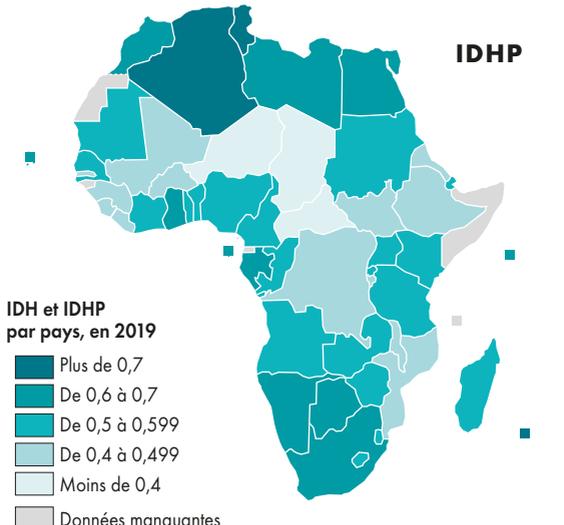
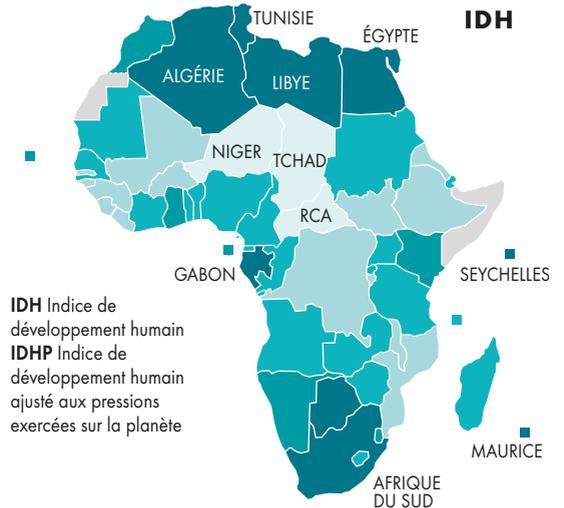
**LE PIB EN AFRIQUE**



Source : Fonds monétaire international, World Economic Outlook, avril 2021.

Après un moment d'euphorie dans les années 1960 (hauts cours des matières premières), le ralentissement de la croissance économique (1970-1980) puis la fin de la guerre froide (1990) et des soutiens associés plongent les pays africains dans une spirale de paupérisation et de crises. Les États sont soumis aux plans d'ajustement structurel. Un nouveau cycle favorable survient de 2000 à 2014 : la croissance chinoise soutient les cours des matières premières. Les annulations de dettes et les investissements étrangers attirés par les réformes néolibérales (faible fiscalité, sécurité juridique) y concourent, en provenance notamment de pays émergents (la Chine étant la plus visible mais non la seule). S'y ajoutent les envois monétaires des migrants et des flux financiers mondialisés, légaux ou non. Les économies croissent, l'argent circule, les États renouent avec le projet du développement.

**LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN EN AFRIQUE**



Source : Pnud, Rapport sur le développement humain 2020.

# Lac Tchad : pression démographique et changement climatique

Partagé entre quatre pays (Cameroun, Niger, Nigeria, Tchad), le lac Tchad illustre bien les incertitudes qui entourent le devenir des zones humides africaines face à la pression démographique et aux effets du changement climatique. Son avenir dépendra largement des choix des pays riverains, tant en matière de coopération régionale pour la gestion des ressources en eau partagées qu'en termes de définition de modèles de développement agricole et territorial.

## Un lac changeant

Le lac Tchad est un plan d'eau endoréique marqué par une grande variabilité. Peu profond (3 m au maximum), il est soumis à une très forte évaporation du fait de sa proximité avec le Sahara. Sa surface varie chaque année au rythme de la crue et de la décrue du Chari et du Logone, cours d'eau fournissant 85 % des apports. L'irrégularité de ces tributaires, au régime tropical, explique les changements interannuels.

Depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle, plusieurs états du lac ont été observés. Durant les décennies 1950 et 1960, il formait un grand lac d'un seul plan d'eau de 20 000 km<sup>2</sup>. Les sécheresses des décennies 1970 et 1980 l'ont transformé en petit lac, composé de deux cuvettes (nord et sud) séparées par de hauts fonds et entourées de marécages. De 1973 à 1994, ont prévalu de fréquentes situations, durant lesquelles la crue n'alimente pas du tout la cuvette nord. La superficie du lac atteint 2 000 km<sup>2</sup> en 1984, ravivant la peur d'une disparition. Depuis 1991, la

cuvette nord est alimentée chaque année et la superficie moyenne inondée est de 10 000 km<sup>2</sup>. Elle atteint 15 000 km<sup>2</sup> lors de la crue de mars 2021.

Les effets du changement climatique sur l'hydrologie lacustre demeurent incertains. Les modèles du Giec disponibles en 2021 n'envisagent pas de changements majeurs du bilan hydrique dans cette partie de l'Afrique.

## Une prospérité menacée

Avant que l'insurrection de Boko Haram n'y sème la terreur depuis 2014, le lac Tchad faisait figure d'îlot de prospérité au Sahel. Les politiques publiques y ont une faible part : le Tchad, et surtout le Nigeria, ont tenté d'y développer des périmètres irrigués, mais ces projets ont échoué (Bornou nigérian) ou sont restés modestes (polders de Bol au Tchad).

Durant les décennies 1970 et 1980, en revanche, le retrait des eaux a libéré des terres pour les cultures et les pâturages de décrue, les sécheresses poussant

## LE LAC TCHAD ET LA CBLT



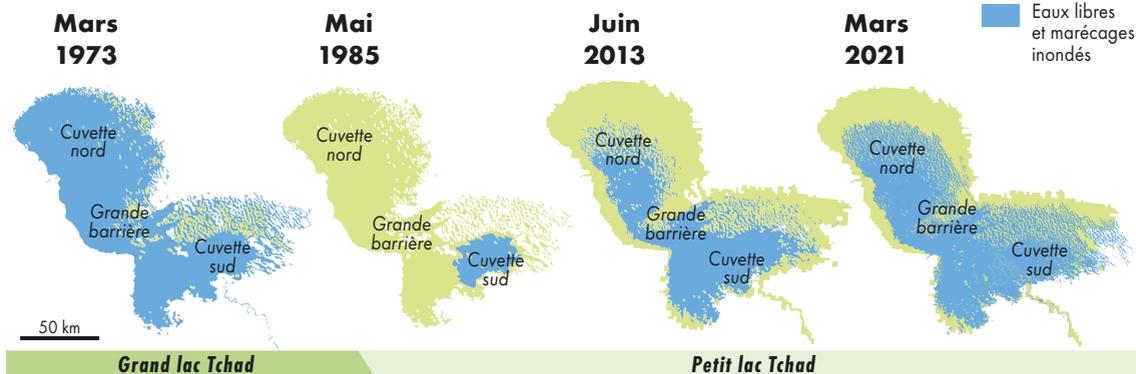
2 000 km

### Commission du bassin du lac Tchad (CBLT)

- Pays membre
- Observateur ou membre potentiel

pêcheurs, agriculteurs et éleveurs de l'arrière-pays à s'installer dans les îles et sur les rives du lac. Les rives sud, en particulier, sont devenues un foyer d'innovation agricole original : les populations y ont développé des formes intensives d'exploitation du milieu fondées sur la mobilité, la pluriactivité (pêche,

## UN LAC TCHAD CHANGEANT



agriculture, élevage) et la multifonctionnalité (certains espaces servant successivement au cours de l'année aux trois activités). Les produits agricoles (maïs, haricots, et divers légumes, poissons, bovins, etc.) ont stimulé une économie transfrontalière très active : ils contribuent à la sécurité alimentaire d'un vaste arrière-pays polarisé par deux villes millionnaires, N'Djaména et Maiduguri. Malgré l'augmentation de la pression foncière, les tensions sociales restaient limitées grâce à l'absence de revendication de droits exclusifs et à la médiation de chefferies coutumières respectées.

### Un besoin de coopération régionale efficace

La dimension internationale du lac et de son bassin, dans un environnement géopolitique instable, a rendu difficile la gestion des eaux. Celle-ci relève de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT), créée en 1963. Réorganisée au cours des années 2000, elle s'efforce de mettre en place des mécanismes d'allocation négociée de l'eau entre les États riverains respectant les équilibres écologiques. La Charte de l'eau adoptée en 2012 tarde à être mise en œuvre. La peur de la disparition du lac, née des sécheresses des années 1980, a amené la CBLT à porter un projet de

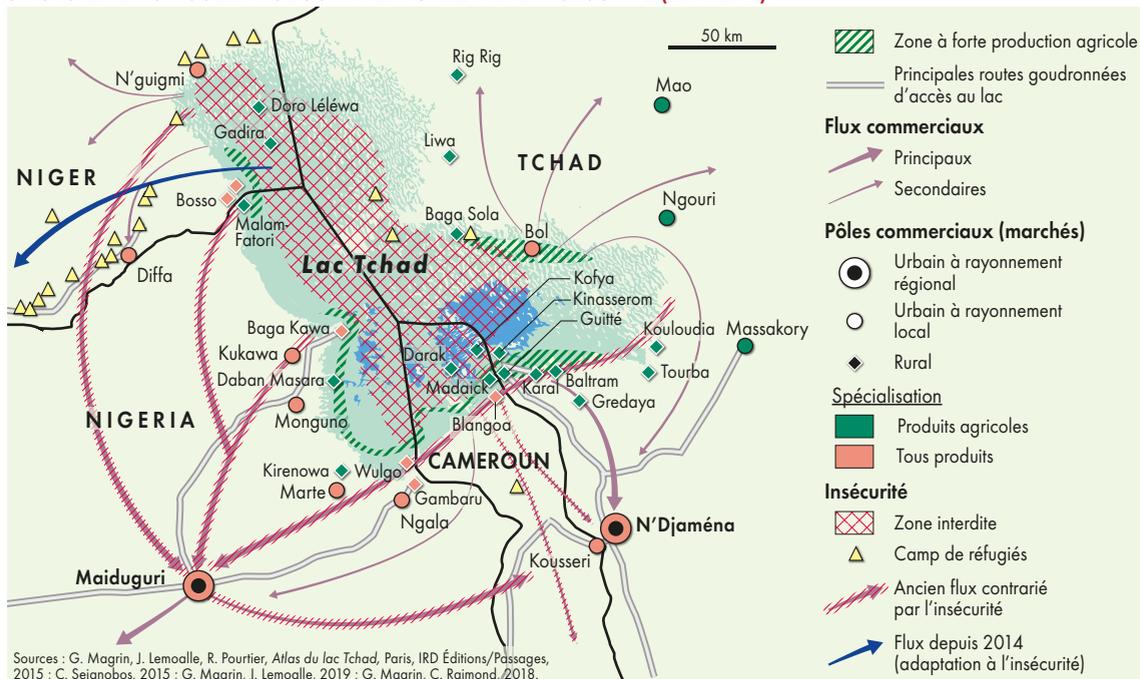
transfert des eaux depuis le bassin du Congo, censé « sauver le lac Tchad » qui a été défendu dans nombre de rencontres internationales. Après avoir envisagé un transfert depuis le bassin de l'Oubangui, la CBLT étudie depuis fin 2016 un transfert depuis le fleuve Congo. Outre le diagnostic discutable sur lequel il repose, ce projet soulève des interrogations sur ses finalités, ses impacts environnementaux, sociaux, géopolitiques et sa viabilité financière. Son coût serait considérable, de 7 à

14 milliards de dollars suivant l'option considérée. Le débat soulevé a le mérite de poser la question de l'adéquation entre des ressources en eau limitées et la forte augmentation de la population en contexte de pauvreté : pour nourrir et employer les 130 millions d'habitants du bassin tchadien en 2050 (62 millions en 2021), sans épuiser les ressources hydriques du lac, des innovations en matière d'utilisation de l'eau, de gestion régionale et de développement territorial seront nécessaires.

### UN PROJET DE TRANSFERT D'EAU INCERTAIN



### UN SYSTÈME AGRICOLE PRODUCTIF PERTURBÉ PAR L'INSÉCURITÉ (2014-2018)



# L'équation agricole

L'agriculture est au cœur des défis africains. Elle doit tout à la fois nourrir une population, notamment urbaine, en forte croissance, fournir suffisamment d'emplois pour accompagner l'augmentation de la population active résultant de la transition démographique, améliorer sa productivité pour réduire la pauvreté, et enfin préserver le capital naturel et les équilibres environnementaux, tout en s'adaptant aux effets du changement climatique !

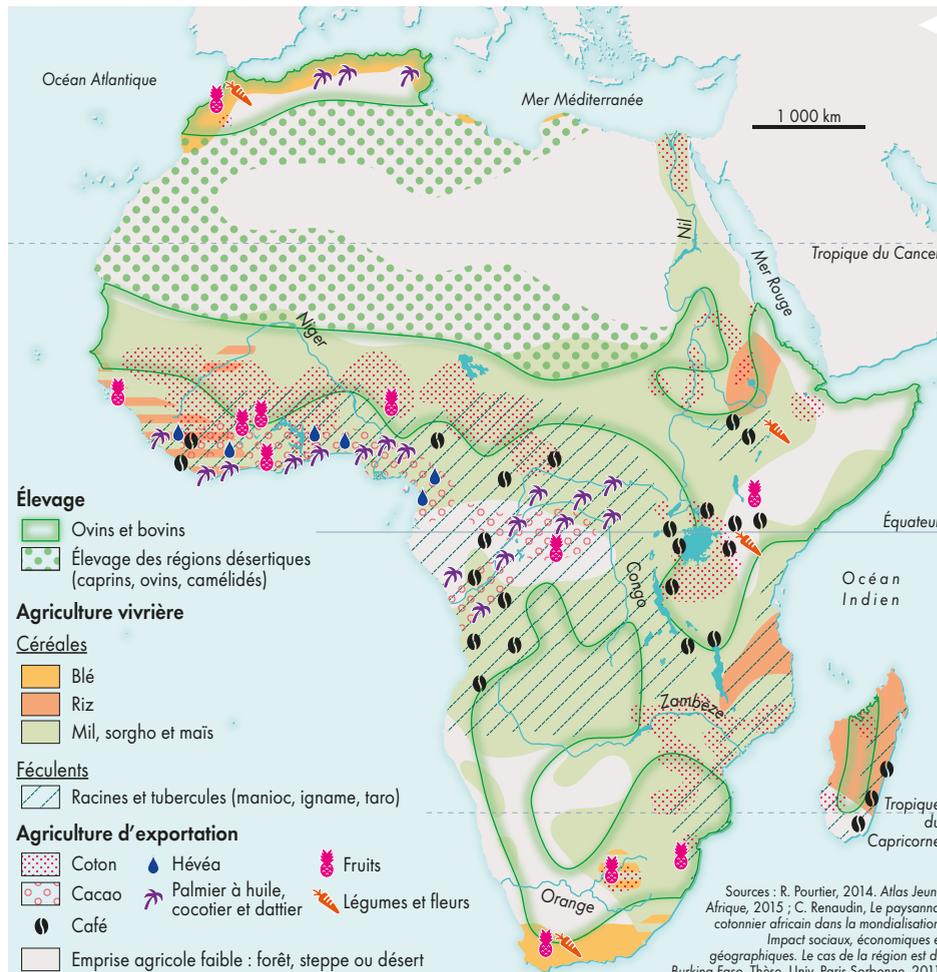
## Des agricultures en mouvement

L'agriculture occupe une large part de la population active, surtout au sud du Sahara (52 % en 2020), mais sa contribution au PIB africain est limitée (17,5 % en 2020). Elle reflète la diversité des potentiels agronomiques et de leur

interprétation par les sociétés. La dualité des structures de production est fréquente : des enclaves capitalistes tournées vers l'exportation, dont le nombre et la taille ont augmenté depuis 2000 en même temps qu'apparaissent de nouvelles spéculations (fleurs au

Kenya et en Éthiopie, agrocarburants), cohabitent avec une agriculture familiale essentielle pour l'emploi. Celle-ci contribue également aux exportations, à travers des cultures de rente datant de l'époque coloniale (café, cacao, coton, palmier à huile, hévéa, olive

## LES GRANDES AIRES CULTURALES



## Une diversité agricole

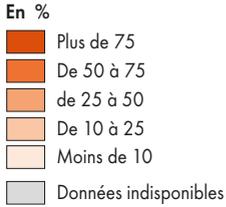
Les aires culturelles reflètent les choix des sociétés africaines puis de l'agriculture d'exportation devant la diversité des milieux. Elles suivent une zonalité climatique parfois altérée par le relief. Aux deux extrémités du continent, des cultures méditerranéennes (blé, vigne). Puis le Sahara (oasis, élevage caprin ou camélin).

Les espaces semi-arides sont ceux du mil et de l'élevage pastoral bovin et ovin.

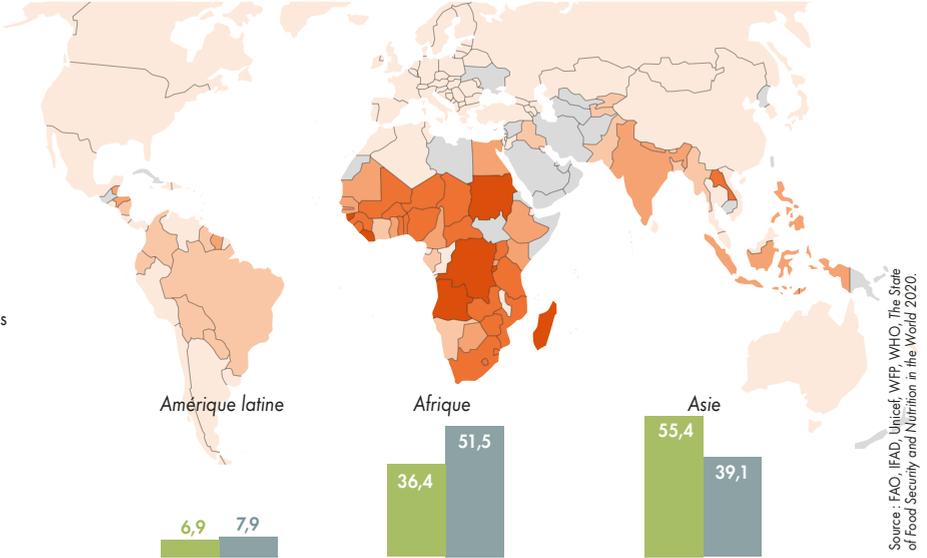
« L'Afrique des greniers » (mil, sorgho) des zones soudanaises s'oppose à « l'Afrique des paniers » (Pourtier) subéquatoriale (tubercules, bananes). Quelques régions sont rizicoles, parfois depuis longtemps. À ces héritages anciens s'ajoutent au  $xx^e$  siècle des cultures d'exportation : en zone soudanienne, coton et arachide ; près de l'Équateur, palmiers, fruits, hévéa, cacao et café, ce dernier occupant aussi les hautes terres.

**L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE**

**Part de la population ne pouvant s'offrir les nutriments essentiels en 2017**



**Part des personnes sous-alimentées par continent, en %**



Source : FAO, IFAD, Unicef, WFP, WHO, The State of Food Security and Nutrition in the World 2020.

en Afrique du Nord), qui peinent à se maintenir dans un contexte mondialisé instable. Les agriculteurs africains ont surtout répondu à l'augmentation de la demande alimentaire par l'extension des superficies cultivées, la diffusion de nouvelles plantes (dont le maïs) et le maraîchage. Aujourd'hui, la pression sur les ressources (terres, eau) impose d'inventer de nouveaux modèles.

**Faire face aux chocs du changement global**

Partout, la multiplication des événements extrêmes (sécheresses, inondations, tempêtes) liés au changement climatique menace des systèmes alimentaires sous pression, d'autant plus que, d'après le Giec, la croissance des températures sera particulièrement forte en Afrique. Il est encore tôt cependant pour évoquer des « famines du changement climatique », comme l'a fait l'ONU à propos de la crise alimentaire qui affectait le sud de Madagascar en 2019-2021, tant les facteurs de l'insécurité alimentaire sont multiples (variabilité naturelle du climat, pauvreté, difficulté d'accès, choix politiques, insécurités). Dans de nombreuses parties de l'Afrique, la crise du Covid-19 a aggravé l'insécurité alimentaire, en coupant les circulations (régionales, transfrontalières et entre villes et campagnes) essentielles pour les approvisionnements. En 2020, la part de la population

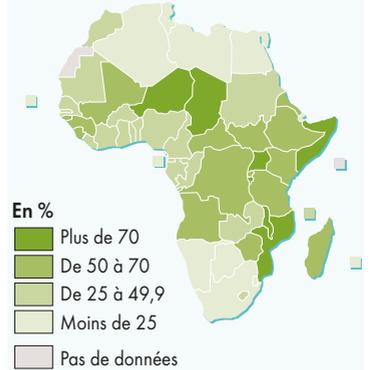
sous-alimentée atteignait 24 %, soit 264 millions de personnes en Afrique subsaharienne. Une forte augmentation est attribuée à la crise du Covid-19 (25 à 42 millions de personnes supplémentaires en 2019-2020).

**Des variables à conjuguer**

États et bailleurs de fonds ont redécouvert l'importance de l'agriculture après la flambée des prix agricoles et les émeutes de la faim de 2008. Les voies de la modernisation sont l'objet d'âpres débats sur l'équilibre optimal en termes social (agro-industrie/agriculture familiale), technique (révolution verte/agro-écologie) ou de finalité (alimentation et marché intérieur/rente d'exportation). Les postures favorables à l'agriculture familiale cohabitent souvent avec des décisions accélérant le développement d'une agriculture capitaliste, non sans susciter des tensions. Les réformes foncières en cours dans de nombreux pays ont pour enjeu de sécuriser l'investissement en évitant d'exclure les pauvres et les éleveurs, usagers mobiles du territoire. Produire plus malgré le réchauffement climatique implique aussi de développer une irrigation jusqu'à présent limitée (6 % des terres cultivables sont irriguées, contre 40 % en Asie), tout en diversifiant ses formes (petits barrages, eaux souterraines) et en ménageant l'environnement.

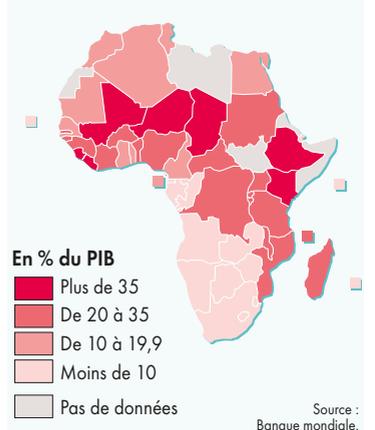
**UNE AGRICULTURE PEU PRODUCTIVE**

**Part de la population active travaillant dans le secteur agricole en 2019**



Source : Banque mondiale, OMT, 2021.

**Contribution de l'agriculture au PIB en 2020**



Source : Banque mondiale.